

LA LIBRAIRIE DU XXI^e SIÈCLE

Collection
dirigée par Maurice Olender

Jacques Rancière

Chroniques des temps consensuels

Éditions du Seuil

ISBN 978-2-02-107649-3

© ÉDITIONS DU SEUIL, OCTOBRE 2005

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Les chroniques ici réunies ont été choisies parmi celles que j'ai écrites depuis dix ans, à l'invitation d'un grand quotidien brésilien, la *Folha de São Paulo*. Les thèmes traités m'ont parfois été proposés par le journal. Le plus souvent ils relèvent de mon seul choix parmi les faits présentés par ce qu'on appelle actualité : débats nationaux et conflits mondiaux, expositions ou films nouveaux.

Mais la chronique n'est pas une manière de répondre aux événements du temps qui passe. Car le temps qui passe ne connaît justement pas d'événements. Ceux-ci sont toujours des manières d'arrêter le temps, de construire la temporalité même qui permet de les identifier comme événements. Qui dit chronique dit règne : non pas la carrière d'un roi, mais la scansion d'un temps et le tracé d'un territoire, une certaine configuration de ce qui arrive, un mode de perception de ce qui est notable, un régime d'interprétation de l'ancien et du nouveau, de l'important et de l'accessoire, du possible et de l'impossible.

J'ai cru pouvoir résumer ce qui règne aujourd'hui sous le nom de *consensus*. Mais le consensus n'est pas ce que décrit volontiers une littérature désabusée : un état du monde où tous s'accordent dans le culte même de la petite différence, où les passions fortes et les grands idéaux ont cédé la place à l'ajustement des satisfactions narcissiques. Il y a vingt ans, des esprits qui se voulaient facétieux louaient cette humeur nouvelle qui devait accorder

sans heurt les institutions de la démocratie à ses mœurs. Aujourd'hui, des esprits qui se veulent graves – les mêmes souvent – dénoncent cet amollissement des grandes vertus collectives produit par le règne de l'« individualisme de masse » et y voient la racine de toutes les dictatures. On connaît la commune origine de ces numéros de bravoure pour débats intellectuels : ils empruntent également à Tocqueville l'éloge des mœurs douces de la démocratie et la dénonciation de son penchant à la servitude.

Les pages qui suivent rappellent que le consensus n'est pas la pacification des esprits et des corps ainsi décrite. Nouveau racisme et épurations ethniques, guerres « humanitaires » et « guerre à la terreur » sont au cœur des temps consensuels ici chroniqués ; les fictions cinématographiques de la guerre totale et du mal radical ou les polémiques intellectuelles sur l'interprétation du génocide nazi y figurent aussi en bonne place. Le consensus n'est pas la paix. Il est une carte des opérations de guerre, une topographie du visible, du pensable et du possible où loger guerre et paix.

Ce que consensus veut dire en effet, ce n'est pas l'accord des gens entre eux, mais l'accord du sens avec le sens : l'accord entre un régime sensible de présentation des choses et un mode d'interprétation de leur sens. Le consensus qui nous gouverne est une machine de pouvoir pour autant qu'il est une machine de vision. Il prétend constater seulement ce que tous peuvent voir en ajustant deux propositions sur l'état du monde : l'une dit que nous sommes enfin en paix, l'autre énonce la condition de cette paix : la reconnaissance qu'il n'y a que ce qu'il y a. En cette coquille de noix peuvent se résumer les argumentations développées au compte de la fin des utopies ou de l'histoire. Il y aurait eu un temps de la guerre : le temps où l'on voulait qu'il y eût plus que ce qui était : non pas seulement des groupes économiques mais des classes sociales, non pas seulement une population mais un peuple, non pas seulement des intérêts à accorder mais des mondes en conflit, non pas seulement le futur à prévoir mais l'avenir à libérer. Nous serions en paix pour nous

être libérés de tous ces suppléments ou de tous ces fantômes, pour savoir désormais que seul est ce qui est.

La paix seulement se dérobe trop souvent à son évidence invoquée : une corporation de travailleurs refuse l'affirmation que seul est ce qui est et que seuls les gouvernements savent lier ce qui est à ce qui sera ; des partis extrêmes réveillent la guerre contre l'étranger à la race ; des guerres nouvelles inscrivent sur les corps massacrés les droits du sol et du sang ; terreur et guerre à la terreur s'affrontent. Le consensus est alors la machine de vision et d'interprétation qui doit sans cesse redresser l'apparence, remettre guerre et paix à leur place. Le principe voudrait en être simple. La guerre, dit la machine, n'a lieu qu'ailleurs et autrefois : dans les pays encore soumis à la loi obscure du sol et du sang, dans les crispations archaïques de ceux qui s'accrochent aux combats d'hier et aux vieux privilèges. Mais comme l'ailleurs affirme être ici et le passé aujourd'hui, la machine consensuelle doit sans cesse retracer la frontière des espaces et la rupture des temps.

Il faut souvent des bombes pour séparer les espaces, pour mettre les guerres « archaïques » aux marges du monde consensuel. Le temps, lui, est plus aisément manipulable. Le consensus affirme sa réalité une et incontournable, mais c'est pour mieux multiplier ses usages, le plier aux scénarios impérieux du présent qui ne laisse pas discuter sa présence, du passé où l'on parque les récalcitrants – éclopés de la modernité ou survivants mal guéris de l'utopie –, du futur qui commande le déploiement de toutes les énergies. Les chroniques ici rassemblées s'appliquent à analyser les tours et détours confiés au temps : diagnostic incessant du présent et politiques de l'amnésie, adieux au passé, commémorations, devoir de mémoire, explications des raisons pour lesquelles le passé refuse de passer, répudiation des avenir qui prétendaient chanter, exaltation du siècle nouveau et des utopies nouvelles.

La chronique doit alors, pour analyser ces jeux consensuels, déplacer ses lieux d'investigation, aller voir d'autres marquages

du temps et inventer ses propres scénarios temporels : confronter par exemple les machines des fictions de Cronenberg ou des installations de Matthew Barney à celles de Zola ou de Picabia ; voir dans les expositions d'aujourd'hui l'exaltation christique de la présence réelle se mesurer aux politiques de l'archive ; dans les nouvelles fictions du mal, les films historiques ou les films catastrophes, le visage que se donne le présent ou, dans les débats juridiques sur la propriété des images, la façon dont s'efface le statut politique du visible.

Ces chroniques ne prétendent pas pour autant inventorier les signes du temps. Cela encore appartient à la logique du consensus, à sa machine interprétative qui sans cesse ausculte les symptômes du temps et se penche sur tous les troubles du corps social pour y reconnaître toujours le même mal : un manque d'ajustement au présent, un défaut d'adhésion au futur. Le consensus dit qu'il n'y a qu'une réalité dont il faut épuiser les signes, qu'un seul espace, quitte à y retracer les frontières, qu'un seul temps, quitte à en multiplier les figures. En conséquence de quoi il ne nous demande que de consentir. L'actualité récente d'un référendum en a fourni l'illustration la plus nue : lors même qu'il nous propose un choix par oui ou non, il entend que nous disions oui, sauf à nous avouer adorateurs du néant. Car les seules oppositions qu'il connaisse sont celles du présent et du passé, de l'affirmation et de la négation, de la santé et de la maladie. Ce qui doit disparaître sans reste dans ce jeu d'oppositions est la possibilité même d'un certain conflit : celui qui porte sur ce qu'il y a, qui prétend opposer un présent à un autre, affirmer qu'il y a plusieurs manières de décrire ce qui est visible, pensable et possible. Cette autre manière a un nom. Elle s'appelle politique. Les chroniques qui suivent tâchent à leur manière d'en rouvrir l'espace.

La tête et le ventre

Janvier 1996

Il faut de la foi pour le peuple, disaient naguère les élites. Aujourd'hui ce sont plutôt les élites qui ont besoin de foi. Nos gouvernants réalistes accompliraient-ils leur tâche s'ils n'avaient gardé de l'utopie platonicienne au moins une certitude : dans l'État comme dans l'individu, la tête intelligente doit commander au ventre avide et ignorant ? Au temps de Platon, les philosophes avaient la tête trop tournée vers le ciel et tombaient quelquefois dans des puits. La tête de nos gouvernants est bien plantée, elle, face aux écrans qui leur annoncent les indices du mois, les réactions quotidiennes des marchés et les prévisions des spécialistes pour le court, le moyen et le long terme. Ils savent donc très exactement ce que les ventres doivent sacrifier aujourd'hui pour demain et pour les ventres de demain. Ils n'ont plus besoin de persuader les foules ignorantes des exigences nuageuses du bien ou de la justice. Ils n'ont qu'à montrer aux hommes du monde des besoins et des désirs ce que la nécessité objective exactement chiffrée commande. C'est en somme ce que veut dire le mot de *consensus*. Celui-ci semble exalter les vertus de la discussion et de la concertation qui permettent l'accord des parties concernées. Vu de plus près, le mot veut dire exactement le contraire : *consensus* veut dire que les données et les solutions des problèmes sont telles que tout le monde doit constater qu'il n'y a rien à discuter et que les gouvernements peuvent anticiper cette constatation qui, allant de soi, n'a même plus besoin d'être faite.

Ainsi a fait le Premier ministre français pour annoncer à la population qu'il faudrait désormais, pour combler les déficits des comptes sociaux et équilibrer les régimes de retraite, qu'elle renonce à certains acquis sociaux traditionnels et que les employés du service public travaillent plus longtemps pour avoir droit à la retraite. Devant la grève totale des transports publics et le peu d'enthousiasme de la population à s'enflammer contre ces « privilégiés » de cheminots et de conducteurs d'autobus qui les faisaient marcher à pied en plein hiver, le parti de l'intelligence a commencé à s'interroger. Comment une réforme évidemment nécessaire pouvait-elle être refusée par les hommes de la nécessité? C'est, ont-ils conclu, que la réforme ne leur avait pas été bien expliquée. Ils allaient s'y mettre.

L'affaire est malgré tout étrange. Car que font à longueur d'année pouvoir et médias sinon précisément expliquer à la population qu'il n'y a rien d'autre à faire que ce que font nos gouvernements? Comment ne pas désespérer des vertus de cette pédagogie? C'est qu'expliquer est, à la vérité, une action aussi étrange qu'elle a l'air simple. Nous sommes, disent nos gouvernants, trop rationnels pour être compris par le peuple, qui ne l'est pas. Comment, de fait, la tête intelligente se fera-t-elle jamais assez stupide pour être comprise du ventre inintelligent? Comment faire comprendre à ceux qui, par définition, ne comprennent pas? Certains penseurs de l'élite ont trouvé la recette, platonicienne elle aussi, à sa manière: entre la tête et le ventre, il y a le cœur et, si l'on parle à la population le langage du cœur... Malheureusement, il n'y a aucune école pour apprendre ce que le cœur peut bien dire dans ces affaires.

Reste l'autre hypothèse qu'aucun gouvernant sérieux n'admettra parce qu'elle ruine les bases de sa foi: si l'explication est sans effet sur les ventres ignorants, c'est parce qu'ils l'ont très bien comprise et ne la jugent pas convaincante, en bref, parce qu'ils ne sont pas des ventres ignorants mais des têtes intelligentes. Cette hypothèse, désastreuse pour les gouvernants, fonde ce qu'il y a proprement lieu d'appeler la politique. Certains continuent à

confondre la politique avec l'art de gouverner alors qu'elle est ce qui ne cesse de le contrarier. La politique est la manière de s'occuper des affaires humaines qui se fonde sur la présupposition folle que n'importe qui est aussi intelligent que n'importe qui et qu'il y a toujours au moins une autre chose à faire que celle qui est faite. Cela était bon, disent nos élites, pour les temps d'abondance. Nous ne pouvons plus nous payer le luxe de ces extravagances. Apprenons avec nos têtes pensantes les lois de la nécessité et faisons constater par les ventres stupides qu'elle est bien la nécessité.

Ici apparaît le fond de l'affaire. À la tête pensante du législateur platonicien on reprochait d'être trop loin du ventre pour pouvoir le gouverner utilement. Celle de nos gouvernants souffre du malheur inverse : elle est incapable de s'en distinguer. L'intelligence gouvernante n'est aujourd'hui que le savoir de l'automatisme du grand ventre mondial de la richesse. L'opposition du gouvernant aux gouvernés est ainsi devenue celle du ventre idéal aux vulgaires ventres empiriques. C'est peut-être cela le sens ultime du mot consensus : que la tête qui nous gouverne n'est qu'un ventre idéal. Il ne doit y avoir qu'une seule tête, disaient les gouvernements à l'ancienne, à la mode militaire. Le mot d'ordre de nos gouvernements est maintenant : il ne doit y avoir qu'un seul ventre. D'où la violence symbolique de conflits comme la récente grève française. Des observateurs l'ont comparée à ces épreuves de force victorieusement menées par Ronald Reagan et Margaret Thatcher pour casser une bonne fois la puissance des organisations de travailleurs. Les gouvernements y mènent, en somme, une bataille pour le monopole du ventre, une bataille pour faire admettre que le système des besoins n'ait qu'un seul centre et qu'une seule manière de fonctionner.

Ça passe ou ça casse, disent volontiers nos élites, confrontées au mauvais vouloir des masses. Seulement, il en faut très peu pour que ça casse. Il suffit que les « ignorants » s'avisent d'une seule chose : en s'identifiant au gouvernement du ventre, le gouvernement de l'intelligence s'est retiré le seul privilège reconnu à

l'intelligence, le droit de s'occuper du futur. En vain nos gouvernements font-ils apporter par leurs experts les prévisions à long terme qui justifient les sacrifices qu'ils demandent aujourd'hui. La seule annonce que la Bourse du jour est à la hausse et que « les marchés » ont « bien réagi » à ces mesures d'avenir suffit à instruire les « ignorants », en ramenant cet avenir au quotidien de la spéculation. Il suffit alors que les petits ventres s'entêtent, comme l'ont fait les ouvriers français des transports, dans la défense de ce que les gouvernants appellent leurs « privilèges » pour que la machine s'enraye et que, de proche en proche, le jeu se retourne entièrement. Les têtes pensantes se trouvent alors accusées de n'être que les organes du grand ventre anonyme de la richesse, tandis que les petits ventres avides se mettent à parler comme des êtres intelligents et à exiger le droit de s'occuper de l'avenir oublié par nos gouvernants. Ces folies, disent les sages, ne durent qu'un temps. Reste que, de temps en temps, les sociétés réapprennent ainsi brusquement deux ou trois choses inouïes : que l'intelligence est la chose du monde la mieux partagée et que l'inégalité elle-même n'existe qu'en raison de l'égalité. Ces choses inouïes sont simplement ce qui fait que la politique a un sens.

Borges à Sarajevo

Mars 1996

Dans l'introduction de son grand livre *Les Mots et les Choses*, Michel Foucault évoquait la burlesque classification d'une « certaine encyclopédie chinoise » citée par Jorge Luis Borges qui partageait les animaux en « appartenant à l'Empereur », « embaumés », « cochons de lait », « qui s'agitent comme des fous », « qui viennent de casser la cruche » et autres catégories du même genre. Ce qui nous frappe, disait-il, devant ces listes qui brouillent toutes nos catégories du même et de l'autre, c'est la pure et simple impossibilité de penser *cela*.

Apparemment la raison occidentale a fait des progrès depuis lors. Et les têtes politiques pensantes des grandes puissances ont récemment parrainé un accord de paix pour l'ex-Yougoslavie reconnaissant *de facto* le partage de la Bosnie-Herzégovine entre trois ethnies : l'ethnie serbe, l'ethnie croate et l'ethnie musulmane. La liste est certes moins riche en imagination que celle inventée par Borges mais pas moins aberrante. Dans quel genre commun un philosophe pourrait-il nous apprendre à distinguer l'espèce croate de l'espèce musulmane ? Quel ethnologue nous dira jamais quels sont les traits qui distinguent une « ethnie musulmane » ? Nous pourrions imaginer bien des variations sur un tel modèle. Par exemple une nation américaine découpée en ethnie chrétienne, ethnie féminine, ethnie athée et ethnie immigrée. On dira qu'il n'y a pas là matière à plaisanterie. J'en suis bien convaincu. Hegel disait que les grandes tragédies de

l'histoire du monde se jouaient en comédies. Ici, à l'inverse, c'est la farce qui devient tragédie. La guerre bosniaque est un coup de force militaire qui n'a pas seulement permis de dépecer un pays, mais aussi d'imposer comme « donnée objective » de la froide raison une manière d'utiliser les catégories du Même et de l'Autre qui fait vaciller d'une manière exemplaire notre logique.

Si on la décrit dans des termes classiques, la guerre de Bosnie a été une guerre d'annexion menée séparément par deux États, la Serbie et la Croatie, contre un autre État, la Bosnie-Herzégovine, avec le soutien de populations irrédentistes locales. Or toute l'entreprise des agresseurs a été d'imposer, à la place de cette description classique, une description nouvelle de la situation : ce qui s'opposait, selon elle, sur le terrain, c'était trois ethnies que leur identité, leur histoire, et leur culture empêchaient de coexister. L'obstacle logique à cette description, c'était qu'il n'y a pas d'ethnie bosniaque et que les populations d'origines et de religions diverses qui peuplent la Bosnie-Herzégovine avaient depuis des siècles coexisté, plus ou moins bien ou mal, comme on coexiste souvent sous le soleil. Mais on sait, depuis Hegel, que la mort est dialecticienne, et les charniers de l'épuration ethnique ont résolu le problème. Tuer l'Autre comme Autre est le moyen le plus sûr de le constituer dans son identité, d'imposer à tout le monde et à lui-même l'évidence de cette identité. En massacrant systématiquement les populations musulmanes des zones conquises, les agresseurs serbes prouvaient par le fait qu'elles étaient bien une ethnie. Bien sûr, une « ethnie » définie par une croyance religieuse, cela ne veut rien dire. Mais le problème n'est pas que les critères soient sensés. Il suffit qu'ils existent et qu'ils permettent de faire coïncider une différence spécifique avec le tracé d'une ligne sur une carte.

Cette coïncidence, on le sait, est ce que réclame une certaine raison : la raison géopolitique des grandes puissances. Aussi ces grandes puissances, tout en contenant les ambitions territoriales des agresseurs, leur ont-elles accordé l'essentiel : la « rationalité » de leur principe de partage, accordant à chaque ethnie son terri-

toire. Apparemment, elles se sont peu souciées de la contradiction qu'on pourrait trouver entre les grandes proclamations de l'Europe supranationale et le charcutage « ethnique » de ce petit coin de la même Europe. Mais peut-être n'y a-t-il pas contradiction. La logique des grandes puissances repose elle-même sur un partage simple. Les grands espaces supranationaux sont pour les démocraties. Les pays de l'ancien monde communiste pourront y accéder quand, par leurs institutions représentatives et surtout par leur développement marchand et la maîtrise de leurs budgets, ils auront prouvé qu'ils sont de « bons élèves », propres à entrer dans la grande circulation planétaire des hommes et des capitaux. Quant au reste du monde, tant que son état de développement ne lui permet pas de se payer le « luxe » de la démocratie, mieux vaut qu'il soit partagé et gouverné à l'ancienne, selon les critères « naturels » de la naissance, de la tribu et de la religion. Dans cette logique, trois ethnies territorialisées valent mieux qu'un peuple indéfinissable et divisé. L'introuvable ethnie « musulmane » se loge alors tout naturellement dans le plus constant partage de la raison occidentale, le même avec lequel jouait le texte de Borges : qui dit « musulman » dit « oriental », et le partage de la Bosnie est une manière de faire passer au cœur de la vieille Europe une ligne de partage idéale. Celle-ci sépare le monde de la raison occidentale en marche vers un avenir de prospérité rationnelle commune et un monde « oriental » voué pour un temps indéfini aux classifications irrationnelles et à l'obscur loi identitaire des tribus, de la religion et de la pauvreté.

Cette géographie symbolique, qui met le Japon à l'ouest et la Bosnie en Orient, et cet imaginaire politique qui identifie de plus en plus l'universalité démocratique avec la loi mondiale de la richesse oublie seulement ce qui s'est passé il y a vingt-cinq siècles un peu à l'est de Sarajevo. À cette époque un Athénien nommé Clisthène fit adopter par ses concitoyens une étrange réforme. Jusqu'alors Athènes était divisée en tribus territoriales dominées par les chefferies locales d'aristocrates qui couvraient de leur ancienneté légendaire leur puissance de propriétaires

fonciers. Clisthène substitua à ce partage naturel un partage artificiel : désormais chaque tribu serait constituée, par tirage au sort, de groupes territoriaux séparés : un de la ville, un de la côte et un de l'arrière-pays. Ces circonscriptions territoriales s'appelaient en grec des *dèmes* et Clisthène inventa ainsi la démocratie. La démocratie, ce n'est pas simplement le « pouvoir du peuple ». C'est le pouvoir d'un certain type de peuple : un peuple « inventé » tout exprès pour congédier en même temps le vieux pouvoir de la naissance et celui qui s'offre tout naturellement à lui succéder, le pouvoir de la richesse ; un peuple qui affirme, en deçà des différences de naissance, la simple contingence du fait d'être né en tel lieu et non en tel autre ; un peuple qui oppose aux douteuses divisions de nature les découpages abstraits du territoire.

La démocratie est d'abord cela : la révocation de la loi de la naissance et de celle de la richesse ; l'affirmation de la pure contingence qui a fait que des individus et des populations se sont trouvés en tel lieu ; la tentative de construire un monde commun sur la base de cette seule contingence. Et c'est exactement cela qui s'est trouvé en jeu dans le conflit bosniaque : face aux agresseurs serbe et croate, mais aussi face à la revendication d'une Bosnie musulmane identitaire, les démocrates bosniaques ont cherché à affirmer le principe d'une république unitaire : un territoire au sein duquel la loi commune serait le seul principe de coexistence ; le peuple comme *démós*. Ce qui a triomphé dans les faits, c'est l'autre peuple : le peuple comme *ethnos*, le peuple supposé uni par les liens du sang et la loi des ancêtres, fussent-ils mythiques. Ce triomphe n'est peut-être pas la seule affaire locale d'un petit bout d'Europe. Sans doute y a-t-il lieu d'accueillir avec calme les prophéties qui nous annoncent partout demain le déferlement des identitarismes ethniques, religieux ou autres. Mais, aussi longtemps que « socialistes » et « libéraux » identifieront de concert le gouvernement démocratique avec la loi mondiale de la richesse, les partisans de la loi des ancêtres et de la séparation des « ethnies » seront autorisés à se présenter comme seule alternative au pouvoir de la richesse. Et les classifications

BORGES À SARAJEVO

appropriées ne leur manqueront jamais. Car toute absurdité devient rationnelle quand on a oublié que le premier mot de la raison politique était la reconnaissance de la contingence de l'ordre politique.

RÉALISATION : PAO ÉDITIONS DU SEUIL
IMPRESSION : NORMANDIE ROTO IMPRESSION S.A.S. À LONRAI
DÉPÔT LÉGAL : SEPTEMBRE 2005. N° 82073 (05-0000)
IMPRIMÉ EN FRANCE